

DISCOURS DE P. MAUROY

F.N.E.S.R. dimanche 21 juin 1987

Mes chers camarades,

Ce sont des millions de citoyennes et de citoyens que représentent dans le pays, les élus socialistes et républicains, rassemblés dans notre fédération.

C'est un groupe parlementaire puissant, menant un combat de tous les instants contre les projets destructeurs de la droite, qui est ici représenté par vous et par son Président à l'Assemblée Nationale Pierre JOXE que je salue amicalement. Je le remercie de nous avoir rejoint ce matin, malgré ses obligations.

C'est, bien sûr, le parti tout entier qui est déterminé à reconquérir le pouvoir, à préparer en conséquence les prochaines échéances électorales. Il construit, je ne vais pas dire, jour après jour, mais semaine après semaine, son programme, son projet de société. Peut-on imaginer les socialistes sans un

projet d'avenir, même si chacun comprend bien qu'aux présidentielles on parlera surtout de grandes orientations. Le parti est aujourd'hui présent ici avec vous tous, élus socialistes, et bien sûr, et d'abord, son Premier secrétaire Lionel JOSPIN à qui je dis mon amitié.

Mon cher Lionel, tu m'as confié l'importance que tu attachais au rôle que doit jouer la F.N.E.S.R. dans le combat commun pour forcer la victoire. Et qui, ici, peut douter que la F.N.E.S.R. représente un formidable instrument de lutte, enracinée comme elle l'est dans le terreau national des communes, enracinée aussi dans notre histoire de socialistes?

Je n'ai pas la prétention de parler de cette histoire, ce n'est pas le jour ! Mais je voudrais néanmoins rappeler quel fût le rôle des deux derniers Présidents de cette fédération.

Hubert DUBEDOUT, tout d'abord, qui pour nous tous fut le symbole même du renouveau du socialisme dans nos villes, l'incarnation d'une modernité tranquillement assumée, le symbole du rassemblement à gauche de toutes les énergies, si diverses soient-elles.

Comme Maire de Grenoble, puis comme Président de la Fédération Nationale des Elus Socialistes et

Républicains, Hubert DUBEDOUT reste pour nous l'artisan du passage d'une gestion administrative à une gestion imaginative de nos villes et l'artisan de la prise en compte des aspirations nouvelles des citoyens, notamment par une participation accrue à la gestion quotidienne de la cité.

L'éclat donné à notre fédération par son action, est à la fois pour nous un souvenir, mais aussi un engagement.

En ce temps là, il est vrai, tout paraissait possible, une croissance forte, un développement urbain, accéléré, des impôts et des emprunts facilités par la permanence de l'inflation, bref une volonté d'agir triomphant des obstacles. Puis les difficultés sont venues pour le Monde, la France et pour nos communes. L'un des grands mérites de Franck SERUSCLAT est d'avoir assuré la continuité au milieu des contraintes.

Et puis l'exercice du pouvoir nous absorbait nous n'en étions plus à la préparation de notre programme, mais à sa réalisation, nous n'étions plus à la F.N.E.S.R., mais à l'Assemblée Nationale, au Sénat, pour faire adopter nos projets de loi en particulier sur la décentralisation. Au milieu de quel vacarme ! Dans les cris et les imprécations d'une opposition vindicative !

La tâche était rude et toi-même Franck a soutenu, avec les élus, sans défaillance, avec une intelligence constructive, le Gouvernement d'alors. Je veux le rappeler et l'ancien Premier ministre veut t'en remercier.

Depuis lors, nous en avons souvent parlé, mon cher Franck, et je dois te dire devant tous nos camarades, qu'à chaque fois j'ai apprécié la lucidité de ton analyse concernant les perspectives qu'il convenait de donner à notre fédération. Chacun sait bien ici qu'en tant que Maire tu as bien souvent été l'un des premiers à répondre, dans ta commune de Saint Fons, aux besoins que font naître chez les citoyens l'évolution de notre société, notamment en matière d'éducation, de formation, et de vie associative.

Aujourd'hui même tu restes d'ailleurs tourné vers le futur en défrichant, pour le parti, le champ immense que créent pour la réflexion et l'action, les progrès incessants et spectaculaires de la génétique.

Nous suivrons avec intérêt et amitié les propositions de notre président d'honneur en sachant bien que la bio-éthique représente, aujourd'hui, un enjeu fondamental pour notre pays et, au delà, pour le devenir de l'homme.

*

* *

Vous êtes venus très nombreux à ce congrès. Je souhaite que nous réfléchissions quelques instants ensemble sur la signification de ce succès.

Aujourd'hui, notre fédération rassemble près de 60.000 élus socialistes et républicains. La question est posée de savoir si ces 60.000 itinéraires peuvent créer une expérience collective, si ces 60.000 savoir-faire peuvent donner une compétence collective, et si ces 60.000 imaginations peuvent faire naître une espérance pour tous.

Ma réponse est "oui", à condition d'y croire, de le vouloir et de s'organiser en conséquence et puis... tout nous y appelle !

- D'abord la décentralisation a confié de nouveaux pouvoirs aux élus. Ces derniers deviennent des artisans privilégiés de la reconquête du pouvoir.

- Ensuite sur la pression de l'évolution de notre société, chaque jour surgissent de nouvelles attentes, et dans les villes s'exaspèrent les contradictions que provoque un mode de développement inégal. Bref, c'est aussi à partir de notre nouveau projet pour la ville, que sera bâti notre nouveau projet de société.

Pour gagner, c'est la vie quotidienne qu'il faut changer. Pour gagner, il faut refuser la pauvreté, il faut refuser le chômage.

La montée de l'extrême droite aujourd'hui appelle à réfléchir :

- Certes, la période d'après-guerre s'achève : la terrible épreuve des années 40-45, l'héroïsme de la résistance avaient forgé les règles d'une éthique universelle respectées depuis la Libération.

Rappelez-vous, en 1944, autour du général de Gaulle, c'était un gouvernement de gauche (socialistes, communistes, M.R.P.) qui appliquait le programme du Conseil National de la Résistance. C'était une majorité de gauche qui avait prévalu à l'Assemblée constituante.

Se souvient-on du parti de droite de l'époque, de la cinquantaine de députés qui avaient pris le nom de P.R.L. - parti républicain de la liberté - déjà !

Ensuite à partir de 1947, la droite fut gaulliste.

Bref, pour tous, de gauche comme de droite, l'exclusion, le racisme, la haine, avaient été emportés avec la fin de l'apocalypse : Vichy, le nazisme, le fascisme, les camps de concentration, les fours crématoires.

Aujourd'hui, des temps nouveaux apparaissent or, la modernité que nous apporte l'extraordinaire mutation technologique, biologique et industrielle ne trouve pas son souffle éthique. Il y faudra une certaine utopie, une action idéologique, pour tout dire, un grand rêve collectif, une grande ambition morale et civique!

Voilà la véritable explication du retour de l'extrême droite! Voilà pourquoi les ultra, les boulangistes, les croix de feu, les camelots du roi et les vichyssois sont de retour!

Simplement, M. Glandu d'aujourd'hui recherche une respectabilité, d'ailleurs mise aujourd'hui à nu,

et je n'en dirai pas plus!

Mais, nous savons aussi que l'extrême droite se nourrit des exclusions, des incertitudes et donc des craintes nées de la crise, y compris dans l'électorat de gauche.

Il nous faut donc reconquérir les citoyens perdus de la gauche: ceux qui ont été déçus, ceux qui attendent de nous un signe, ceux même qui ont été entraînés par la démagogie, la simplification et la violence de l'extrême droite.

Tous ceux là doivent retrouver la signification de la frontière entre la droite et la gauche. Aujourd'hui leur précarité et leur angoisse constitue pour eux la seule réalité. Brisons-la en affrontant leur difficulté de vivre.

Comment ? En suivant quelles orientations ?

La F.N.E.S.R. doit participer à l'élaboration d'un grand programme de lutte contre le chômage. Nous savons que le retour à une croissance forte ne peut en aucun cas suffire et qu'en fait, c'est un nouveau mode d'organisation sociale que nous devons définir, à partir d'une expérience hier critiquée par la droite et pourtant riche d'enseignements : celle du traitement social du chômage.

Il n'est pas admissible qu'un jeune soit au chômage, que la formation reste pour le plus grand nombre un souhait encore inaccessible ou un vécu, trop identifié au chômage pour être attractif.

Pour chaque citoyen, et d'abord pour chaque jeune, nous devons assurer le droit à un emploi, à une activité ou à une formation.

Celà implique un immense effort en faveur de la formation. Celà implique aussi que l'ensemble des pouvoirs publics et donc des collectivités locales, se mobilisent pour développer les activités d'intérêt général, y compris celles d'un type nouveau.

Cela conduit à remettre sur le métier, la question lancinante, mais essentielle, la question de la réduction du temps de travail.

Je sais que beaucoup considèrent qu'il s'agit d'une utopie. Je leur réponds que ce fatalisme fait le jeu de ceux qui aujourd'hui traitent la France de paresseuse au mépris de toutes les réalités et de toutes les comparaisons internationales.

A ceux-là je rappelle que c'est la réduction du temps de travail en France qui a créé depuis 1900, 8 des 21 millions d'emplois dont nous disposons.

Vous savez tous que la question du chômage est le premier enjeu politique pour notre pays. Tirons-en les conséquences en déterminant, sans tarder, la part que vont prendre nos villes dans la lutte contre ce fléau.

La pauvreté représente également un enjeu politique essentiel. La volonté exprimée par le parti socialiste de créer un minimum social garanti part d'abord d'un constat. La gamme des allocations diverses destinées aux plus démunis est devenue trop complexe pour être réellement efficace, alors même que cette complexité rend le système incompréhensible pour ceux qui devraient y avoir accès. La création de ce minimum

social a donc d'abord pour ambition de simplifier et redonner une cohérence à ce qui existe.

De plus, pour éviter que cette simplification entraîne des exclusions et crée des injustices, il me semble indispensable que les villes soient associées à la gestion de ce minimum social et que son attribution se décide au niveau local. Là encore, le rôle des villes apparaît déterminant dans l'élaboration de notre projet.

Au-delà du chômage et de la pauvreté l'émergence des problèmes de société constitue également pour nous un enjeu.

Permettez-moi, à cet égard, de rappeler l'évolution que nous avons connue en l'espace d'une trentaine d'année.

Durant les années soixante, les problèmes politiques occupaient l'essentiel de nos débats et rassemblaient nos ambitions. Puis, ce fut le tour des problèmes économiques, à l'excès d'ailleurs, puisque le monopole qui leur fut concédé a fait naître, même parmi nous, la tentation de réduire notre volonté de changement à l'excessif respect d'une idéologie purement gestionnaire.

Et qui ne voit qu'aujourd'hui que les problèmes de société font irruption ? J'évoquais à l'instant la génétique, dont la portée est encore sous-estimée. Il y a aussi le racisme, qui risque d'être banalisé, le fatalisme d'une société duale, la glorification de l'argent facile, la perte du sens de l'Etat, et l'avènement d'un individualisme qui cache mal le repli sur soi porteur de déclin pour notre pays.

Lionel JOSPIN a parfaitement compris la signification de cette évolution, et c'est pourquoi pour la première fois les responsabilités de secrétaire national aux problèmes de société et aux collectivités locales et la présidence de la F.N.E.S.R. sont exercées par une même personne.

Faire ce choix, c'est affirmer la position de la F.N.E.S.R. dans le parti, et c'est appeler tous les élus socialistes et républicains à faire retour au politique, puisque le constat politique s'incarne prioritairement dans les problèmes de société.

C'est pourquoi j'ai demandé à une commission, composée d'élus locaux et d'experts, de définir les grands thèmes à partir desquels va s'engager, dès la rentrée, notre analyse des problèmes de société.

C'est également avec cette préoccupation qu'a été défini mon secrétariat national. Les fonctions

exercées par Catherine LALUMIERE, déléguée nationale à la consommation et au marché intérieur, par Jean-Yves LE DRIAN, délégué à la démographie, par Guy VADEPIED, délégué aux finances locales et par Christian BATAILLE, délégué à la régionalisation et au redéploiement industriel, prennent en compte la gestion de nos collectivités locales dans ces différentes dimensions.

Mais l'importance accordée aux problèmes de société n'est pas moindre, comme en témoignent les responsabilités reconnues à Françoise GASPARD, déléguée aux problèmes de société, Gisèle STIEVENARD déléguée à la pauvreté et précarité, Rodophe PESCE délégué aux politiques urbaines et Abdel Kader KETOU, rapporteur spécial pour les Français d'origine maghrébine.

Quant à Jean-Michel BELORGEY, sa tâche de délégué national aux personnes âgées intègre naturellement ces deux dimensions en observant toutefois que l'insertion sociale des personnes très âgées apparaît de plus en plus clairement comme un problème qui concerne la société toute entière.

★

★

★

Mes chers camarades, c'est durant notre siècle que l'urbanisation est devenue un phénomène universel. Elle appelle une organisation spécifique des

rapports humains et donc des rapports économiques et sociaux.

Nous savons que l'organisation de la ville exprime une conception de la société. Pour nous, socialistes et républicains, construire la ville, c'est construire le futur. Pour nous, la ville, c'est la ville des luttes, la ville de l'esprit, la ville de l'utopie, toujours à redessiner, toujours à redéfinir.

Ai-je besoin d'ajouter, qu'à mes yeux, l'image que nous allons donner de la F.N.E.S.R., la capacité que nous aurons à faire de celle-ci, la vitrine de notre projet de société, jouera un rôle essentiel dans nos combats de demain?

*

* *

Pour réussir, il nous faut rassembler, réaliser, imaginer.

> **Rassembler**, c'est tout d'abord la constitution d'une équipe dirigeante, chose aujourd'hui réalisée, sans difficulté je tiens à le souligner, grâce à l'intérêt et à la bonne volonté dont ont fait preuve toutes les composantes de notre parti.

Pour moi, l'équipe ne sera pas composée de grands et de petits maires, de grands et petits départements, des élus au pouvoir, et des élus minoritaires, tous choisis selon des dosages savants!

Cette équipe sera soudée, sans domaine réservé, sans chapelle, étant entendu que les secteurs de compétence, chacun sous la responsabilité d'un élu, constitueront autant de points de départ pour l'équipe toute entière en un mot: l'élu quel que soit son secteur ou sa spécialité, est d'abord un élu socialiste.

Ne croyez pas pour autant que je me complaise dans un unanimité naïf! Mais nous sommes d'une autre nature que le parti !

Notre volonté de rassembler s'exprimera aussi par la constitution d'une équipe administrative

disponible en permanence, assurant une assistance technique aux élus, dans tous les domaines couverts par la F.N.E.S.R. et dont les missions et les moyens seront rapidement redéfinis.

Enfin, pour rassembler efficacement, il faut disposer de moyens : financiers tout d'abord et en tant qu'élus local, je vous exprime d'emblée mon scepticisme face à toute déclaration d'impossibilité de payer ses cotisations. Il faut que nous sachions tous, que c'est à nous de faire vivre notre fédération, en lui apportant les moyens dont elle a besoin. Nous avons d'ailleurs pris une bonne disposition hier matin.

La communication, ensuite, avec une revue : "Communes de France", dont la notoriété est reconnue et une lettre qui paraîtra régulièrement, dont le contenu va être profondément modifié afin d'exprimer cette volonté de vaincre que je vous invite à partager.

Nous présenterons d'ailleurs au bureau et à la presse, dès mercredi prochain, le premier numéro de cette nouvelle lettre.

>Réaliser, c'est prendre la juste mesure de la capacité offensive de notre fédération, dans la perspective des prochaines échéances électorales. L'élection présidentielle bien sûr, mais aussi les cantonales durant la même année et les municipales

quelques mois plus tard.

Permettez-moi à cet égard, de vous dire que je garde très vif le souvenir du rôle que joua en 1974 la mobilisation des élus locaux en faveur de François MITTERRAND.

Au soir du premier tour, le score que nous avions obtenu - 43% - laissait apparaître un écart trop fort pour qu'on puisse espérer le combler. J'avais alors proposé à François MITTERRAND, de mobiliser sans délai la totalité de nos élus locaux. L'adoption de cette proposition, transformant nos élus en corps de bataille, a permis de frôler la victoire en améliorant considérablement le score qu'on nous prêtait.

Et bien aujourd'hui, il faut nous mobiliser tous pour gagner la présidentielle, les cantonales, les municipales.

Comment nous mobiliser ? Je vous appelle à tenir durant l'automne des assises régionales, et ainsi semaine après semaine, de débattre des thèmes constitutifs d'un projet pour la ville. J'y participerai, j'y interviendrai, et tous ensemble, nous tiendrons des assises nationales au début de 1988, c'est-à-dire au moment où notre candidat sera désigné.

>Notre troisième objectif, c'est imaginer

c'est à dire utiliser notre action afin de concevoir un projet rassemblant les hommes et les femmes de ce pays.

Nous avons deux points de départ, d'abord l'oeuvre immense de décentralisation, engagée par mon gouvernement et qui représente un acquis fondamental du septennat de François MITTERRAND. Permettez-moi ici de rendre un hommage chaleureux à Gaston DEFFERRE qui d'emblée a compris la portée de cette entreprise et a su la mener à bien avec ténacité et beaucoup de lucidité.

Si aujourd'hui Gaston était parmi nous, il nous dirait mieux que quiconque, qu'il nous faut entretenir et développer la dynamique qu'a créée l'oeuvre de décentralisation.

C'est pourquoi, je souhaite m'engager pleinement dans cette voie. Je propose la création d'un institut de la décentralisation qui aura pour mission d'analyser son application sur le terrain, d'étudier ses développements dans les années qui viennent, et enfin, de fournir à tous nos élus une assistance technique complète, leur permettant d'utiliser pleinement leurs nouveaux pouvoirs.

Notre second point de départ, c'est l'action de la droite, son échec de plus en plus patent dans tous les domaines, et pour ce qui nous concerne plus

particulièrement, son incapacité prolongée à adopter une position claire sur la perspective de décentralisation: elle en connaît les mérites, mais se refuse obstinément à nous en reconnaître la paternité.

Sur ce point j'estime que la F.N.E.S.R. a vocation à rassembler tous les élus républicains ayant pris conscience de la totale insuffisance de la droite dans ce domaine.

Conclusion

Mes chers camarades, aujourd'hui la droite ne nous parle plus que de 1992. Aurait-elle donc peur des échéances de 1988 et de 1989 que j'évoquais à l'instant?

Quant à nous, nous ne les craignons pas!

Toutefois, je remarquerai au passage qu'il ne faudrait pas faire preuve d'irréalisme et de naïveté devant la perspective de la création d'un grand marché unique européen.

En Européen convaincu, et en artisan résolu, de ce projet commun, quoiqu'il en ait coûté en 1981 et 1983, comme contrainte, je suis conduit à formuler deux remarques :

- Tout d'abord, ce projet économique suscite de nombreuses incertitudes. Quand on connaît le caractère dominant de l'économie allemande, les perspectives de leadership économique de la France tracées par le Premier ministre relèvent de la tromperie de l'incompétence ou de l'irresponsabilité.

- De plus, pour être crédible ce projet économique ne peut se concevoir sans un projet d'égale importance dans le domaine social, dans le domaine de la défense et dans l'ordre politique.

Comment imaginer une construction économique sans volet social? N'est-il pas illusoire d'un autre côté de bâtir des rapports sociaux, de prévoir des relations entre les hommes qui délaisseraient l'économie et ses instruments essentiels de régulation comme la monnaie?

Mes chers camarades,

Un des dangers qui nous menacent est de croire que l'ouverture sur l'Europe, dans n'importe quelle condition, pourrait résoudre nos difficultés internes.

Non ! L'Europe-ambition, que nous portons depuis longtemps, n'a pas grand chose à voir avec l'Europe-illusion que la droite fraîchement convertie sort subitement de son chapeau.

Mais, actuellement, la droite hésite en fait entre deux discours. Celui de l'Europe-illusion que je viens d'évoquer et celui du déclin français alibi de son échec.

Faute de perspectives concrètes, la droite nous propose le trompe-l'oeil européen ou l'impasse nationale.

Quel échec il est vrai ! et je comprends bien qu'un échec d'une telle ampleur sème le désarroi et la discorde dans les rangs de la majorité.

- On nous promettait la confiance : ils n'ont que celle des riches,

- on nous annonçait la croissance : ils n'ont que celle du chômage et des prix,

- on s'engageait sur une relance : ils n'ont que celle du terrorisme,

Devant ce constat la droite recherche un coupable. Elle pousse à l'extrême la logique de division qui l'anime depuis mars 1986 : Après les immigrés, les drogués, les jeunes, c'est le peuple tout entier qui est montré du doigt. C'est le peuple tout entier qui est accusé d'être paresseux et de percevoir des salaires trop élevés ! Et cet accusé il faut le culpabiliser !

Ainsi surgit le thème du déclin de la France.

"il faut remettre la France au travail" a proclamé le R.P.R. Savent-ils seulement qu'ils citent Pétain ?...

Ce nouveau discours n'est pas tolérable, tant il exprime de méconnaissance des faits et de mépris des hommes.

Où sont les gains trop élevés, sinon parmi les stars de la privatisation ?

Qui est tenté par la paresse, hormis les profiteurs boursiers de l'argent facile ?

Qui est menacé par le déclin, sinon la droite

qui n'a plus d'ambition pour le pays ?

Dans cette situation, mes chers camarades, je suis convaincu que la victoire peut ponctuer, pour nous, chacune des années qui viennent marquant ainsi, étape par étape, le déclin d'une droite qui aura failli.

Oui, comme tous les oubliés, les démunis, les faibles, comme tous les travailleurs aujourd'hui méprisés, cette victoire nous la voulons et notre fédération va y contribuer.

NE

23 juin 87

P. Mauroy mobilise les élus du P.S.

Le congrès de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, samedi et dimanche à Paris, a été l'occasion pour son nouveau président Pierre Mauroy de critiquer vivement le gouvernement et d'appeler les élus de la FNESR à « se mobiliser » pour les prochaines élections.

La « nécessité » de combattre le Front national sur le « terrain du quotidien », a été également un des principaux mots d'ordre de ces journées.

M. Mauroy a accusé le gouvernement d'utiliser « le thème du déclin de la France » comme « alibi de l'échec » de sa politique.

(Voir en page D l'article de Ph. Waucampt)

